



# Le défi du phénomène d'expatriation des entrepreneurs français État & Individu

NOTE POUR « PRINCIPES ET MODALITÉS DE L'ACTION PUBLIQUE »

Isabel Alonso | Daniel Abraham Elmaleh | 30/3/2023

## Sommaire

Introduction .....	2
Contexte .....	3
Enjeux.....	6
Politique (État) .....	6
Individue (Entreprises) .....	8
Préconisations et futurs scénarios.....	11
PRÉCONISATIONS.....	11
futurs SCÉNARIOs .....	13
Conclusion.....	14
Bibliographie .....	15
Annexes .....	16
Entretien 1 - Géraldine Leveau.....	16
Entretien 2 - David Foul .....	18

## Introduction

La France a longtemps été considérée comme l'un des pays les plus attractifs au monde pour les talents et les entrepreneurs, avec une économie florissante et un haut niveau de vie. Cependant, au fil des années, de plus en plus de talents et d'entrepreneurs français ont décidé de quitter le pays pour créer leurs entreprises à l'étranger, ce qui pose un défi majeur pour la France.

Qu'est-ce qui les pousse autant à changer de mode de vie et pourquoi est-il rentable de le faire ?

La conception, l'implantation et le développement des startups dans une nation contribue à son avancée économique et social. Étant le moteur du progrès grâce aux innovations disruptives qu'elles peuvent produire, les startups représentent une source sûre de croissance et d'emploi, tout en modifiant l'ordre économique établi par la concurrence avec les entreprises traditionnelles. C'est pourquoi, ces dernières années, les startups ont pris une importance croissante pour les gouvernements et font l'objet de politiques publiques spécifiques pour assurer leur émergence et leur développement.

En 2010, le gouvernement français a décidé d'investir massivement dans l'innovation afin de sortir de la grave crise économique et d'assurer le développement technologique de la nation dans les années à venir. À cette fin, il met en œuvre une frénésie d'activités gouvernementales sans équivalent dans les autres écosystèmes de startups européens, conçue pour faire passer la machine à startups du pays à la vitesse supérieure. Alors que d'autres régions jouent la défense, la France mise sur l'innovation et l'esprit d'entreprise pour être la pierre angulaire de son économie future et de la création d'emplois.

Au cours de la dernière décennie, depuis la création de la Banque publique d'investissement (Bpifrance) et de l'initiative La French Tech, le gouvernement français a été l'un des plus interventionnistes d'Europe en termes d'injection de capitaux dans les startups et de développement d'un large éventail de stratégies pour catalyser son économie de l'innovation. Cela a rapporté de gros dividendes. Le montant des financements et le nombre de startups créées en France ont grimpé en flèche, plaçant le pays dans le peloton de tête des écosystèmes européens.

L'objectif de ce rapport est d'analyser les différentes politiques publiques de soutien aux startups mises en œuvre par le gouvernement français au cours de la dernière décennie, ainsi que comprendre les motivations et les défis auxquels font face les individus français dans le domaine de l'entreprenariat, d'analyser leurs forces, leurs faiblesses et leurs points d'amélioration, et enfin d'esquisser une série de scénarios pour l'avenir qui permettront de prévoir l'évolution de cette politique publique.

## Contexte

Ce chapitre va décrire les principales actions menées et les organismes mis en place par le gouvernement français pour favoriser le développement des écosystèmes startups en France au cours des dernières années.

### **Les origines: Le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)**

En 2010, alors que l'Europe est en pleine crise économique depuis 2008, la France décide d'investir pour renforcer sa position stratégique sur la scène internationale en valorisant les avantages compétitifs de secteurs à fort potentiel pour dynamiser l'économie nationale. Piloté par le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), service du Premier Ministre, le Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) a été lancé en 2010 avec pour objectif principal de stimuler l'innovation et l'investissement nécessaires au développement durable et à la création d'emplois.

Conçu, développé et promu par Michel Rocard et Alain Juppé, le PIA accorde une série de crédits pour favoriser le développement des entreprises françaises autour des six axes suivants:

- 1.- L'enseignement supérieur, la recherche et la formation.
- 2.- La valorisation de la recherche et le transfert vers le monde économique.
- 3.- Les filières industrielles: développement des PME et ETI innovantes, consolidation des filières stratégiques de demain.
- 4.- Le développement durable.
- 5.- L'économie numérique.
- 6.- La santé et les biotechnologies.

Le Programme d'Investissements d'Avenir a connu plusieurs phases depuis sa création. En 2010, 35 milliards d'euros ont été alloués (IPA 1), en 2013 12 milliards d'euros supplémentaires ont été ajoutés (IPA 2), en 2017 10 milliards d'euros supplémentaires (IPA 3) et enfin, en 2021, 20 milliards d'euros supplémentaires ont été ajoutés (IPA 4).

### **La création de la French Tech**

La French Tech est un écosystème qui rassemble des startups, des investisseurs, des décideurs et des créateurs de communautés, développé dans le but de créer une communauté forte, agile et talentueuse qui fasse de la France l'un des pays les plus

attractifs au monde pour lancer de nouvelles entreprises. C'est l'un des exemples les plus clairs des actions entreprises par le gouvernement français pour stimuler le développement de l'économie nationale. Crée en 2013 par le Ministère de l'Economie et des Finances, la French Tech est un pont entre le gouvernement et les entrepreneurs dont l'objectif principal est de promouvoir l'émergence de startups performantes, en encourageant leur croissance, leur expansion et leur projection à l'étranger.

Pour atteindre cet objectif de croissance et de visibilité internationale pour l'écosystème numérique français, la French Tech a décidé d'actionner trois leviers d'intervention (mobilisation des écosystèmes métropolitains autour du Project fédérateur et ambitieux, accélération de la croissance des startups et attractivité internationale) en mobilisant les fonds du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

L'initiative French Tech identifie et valorise les « Métropoles French Tech », qui forment ensemble un des écosystèmes numériques métropolitains français porteurs du plus fort potentiel de croissance et d'attractivité internationale. L'objectif est de stimuler leur croissance de l'intérieur (levier Accélération: 200 M€ investis dans des initiatives privées qui aident les entreprises numériques à croître plus vite) de l'extérieur (en attirant des talents et des projets entrepreneuriaux depuis l'international; levier Attractivité internationale: 15 M€ pour attirer des talents, investisseurs et entrepreneurs étrangers).

Présente dans 13 capitales et avec 45 communautés French Tech en France, la French Tech est aussi présente dans près de 100 villes à travers le monde (voir Figure 1).



Figure 1. Carte des différentes communautés de la French Tech dans le monde.

### **Actions entreprises à la suite du Covid-19 et projection future: France 2030**

Le fort et négatif impact économique de la pandémie de Covid-19 a été pris en compte par le gouvernement français à travers une série de mesures politiques visant à encourager et à stimuler le développement économique de la nation. En ce qui concerne les politiques affectant les start-ups, le quatrième Programme d'investissements d'avenir (PIA4), annoncé en 2021, se distingue. Doté d'un budget de 20 milliards d'euros sur cinq ans, ce programme contribue à hauteur de 11 milliards d'euros au plan d'accélération de la dynamique d'innovation (Plan Relance).

12,5 milliards d'euros sont destinés à financer des investissements dans des technologies émergentes et prioritaires (technologies numériques, recherche médicale et industries de la santé, énergie décarbonée, agriculture responsable et souveraineté alimentaire, transport et mobilité durables, villes de demain, éducation numérique, industries culturelles et créatives, etc.) D'autre part, les 7,5 millions restants sont destinés à l'éducation. L'État garantit un financement structurel des écosystèmes et des organismes d'enseignement supérieur (universités de recherche, laboratoires d'excellence, etc.), de la recherche et de l'innovation (instituts hospitalo-universitaires, instituts de recherche technologique, etc.), dans le but de faire de la France une nation fertile et attractive pour les étudiants, les professionnels, les chercheurs et les entrepreneurs.

Afin de renforcer l'impact des découvertes scientifiques et technologiques sur l'économie et la société dans son ensemble, la France affiche l'ambition suivante en matière d'innovation: créer 100 licornes (start-ups valorisées à plus d'un milliard d'euros) et 500 start-ups deeptech par an d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, le gouvernement français s'est fortement mobilisé dans le cadre de la mise en œuvre du plan "France 2030". Avec 54 milliards d'euros déployés sur 5 ans, son objectif est de développer la compétitivité industrielle et les technologies du futur. Ses actions portent leurs fruits et l'objectif intermédiaire de 25 licornes est atteint en 2022.

La France a une longue tradition d'entrepreneuriat, avec de nombreux succès notables dans de nombreux domaines, tels que la technologie, la mode et la gastronomie. Cependant, malgré ce succès, les entrepreneurs français sont confrontés à de nombreux défis, tels que la réglementation, les charges sociales et les impôts élevés. De plus, la culture entrepreneuriale française est souvent considérée comme moins favorable que celle de certains autres pays, comme les États-Unis, où l'échec est considéré comme une étape naturelle dans le parcours entrepreneurial. Cela peut rendre plus difficile pour les entrepreneurs français de trouver des investisseurs et des partenaires commerciaux au sein de leur pays.

Comme mentionné auparavant, les États-Unis sont l'un des pays les plus populaires pour les entrepreneurs français. Selon Forbes, plus de 40 000 entrepreneurs français ont créé leur entreprise aux États-Unis ces dernières années. De nombreux entrepreneurs français sont également attirés par l'Allemagne, qui a mis en place un écosystème favorable aux startups. L'Île Maurice est également devenue une destination de choix pour les entrepreneurs français en raison de sa stabilité politique et de son environnement économique favorable.

Le site bpifrance.fr rapporte des témoignages de jeunes entrepreneurs qui ont réussi à s'implanter aux États-Unis et à développer leur entreprise dans des secteurs variés, comme la tech, la mode ou l'alimentaire. Le site expatriation-maurice.com souligne quant à lui les avantages de la diversité culturelle de l'île Maurice, qui peut être un atout pour les entrepreneurs qui cherchent à se démarquer sur un marché mondial.

Selon une étude de l'Institut Montaigne, plus de 100 000 jeunes diplômés quittent la France chaque année, soit près de 2% de la population active. Les jeunes entrepreneurs font partie de cette tendance et cherchent à s'installer à l'étranger pour trouver des opportunités de marché plus importantes. Cela se traduit par une perte de compétences pour l'économie française, ainsi qu'une perte de recettes fiscales pour l'État.

D'un côté, l'expatriation des jeunes entrepreneurs français peut être considérée comme une opportunité pour eux de développer leur entreprise et d'accéder à de nouveaux marchés. En effet, de nombreux pays offrent des conditions favorables à l'entrepreneuriat, avec une réglementation moins contraignante et des incitations fiscales attractives.

D'un autre côté, l'expatriation des jeunes entrepreneurs français peut également être perçue comme une perte pour la France, qui se prive de talents et de créativité. Plusieurs articles soulignent les risques de voir une expatriation massive des talents français à l'étranger, qui pourrait nuire à la compétitivité et à l'attractivité du pays. Selon une étude citée par information.tv5monde.com, plus de la moitié des jeunes Français envisagent de partir à l'étranger pour trouver un emploi, et cette tendance pourrait s'accentuer dans les années à venir.

## Enjeux

### POLITIQUE (ÉTAT)

Un seul grand écosystème de startups en Europe a vu les startups lever plus d'argent en 2022 qu'en 2021: la France. Au cours des derniers mois, le gouvernement et son agence pour les startups La French Tech Mission ont lancé des programmes visant à promouvoir les startups agritech, healthtech et climate tech. La banque d'État

Bpifrance a injecté 500 millions d'euros supplémentaires dans les startups deeptech. Le gouvernement envisage également d'autres réformes financières qui stimuleraient l'esprit d'entreprise et l'investissement.

Le nombre de licornes (entre 28 et 36 selon les estimations) risquant de ralentir, le gouvernement a fixé de nouveaux objectifs, soutenus par des réformes, afin que 10 licornes soient cotées à la Bourse de Paris d'ici 2025.

Les startups françaises ont levé 14,6 milliards de dollars en 2022, contre 13,5 milliards en 2021. Cela fait de la France le seul grand écosystème européen à avoir connu une augmentation des financements l'année dernière, le Royaume-Uni et l'Allemagne ayant connu de fortes baisses de plus de 20 %, tandis que les levées de fonds américaines ont chuté de plus de 30 % (voir Figure 2).

Au cours du second semestre de 2022, les startups françaises n'ont levé que 4,5 milliards de dollars, contre 7,1 milliards de dollars au cours de la même période en 2021. Comme cela a été le cas dans le monde entier, les investisseurs non traditionnels, tels que les sociétés de capital-investissement, qui avaient inondé les startups de quantités massives de liquidités à un stade avancé ces dernières années, se sont soudainement taris.

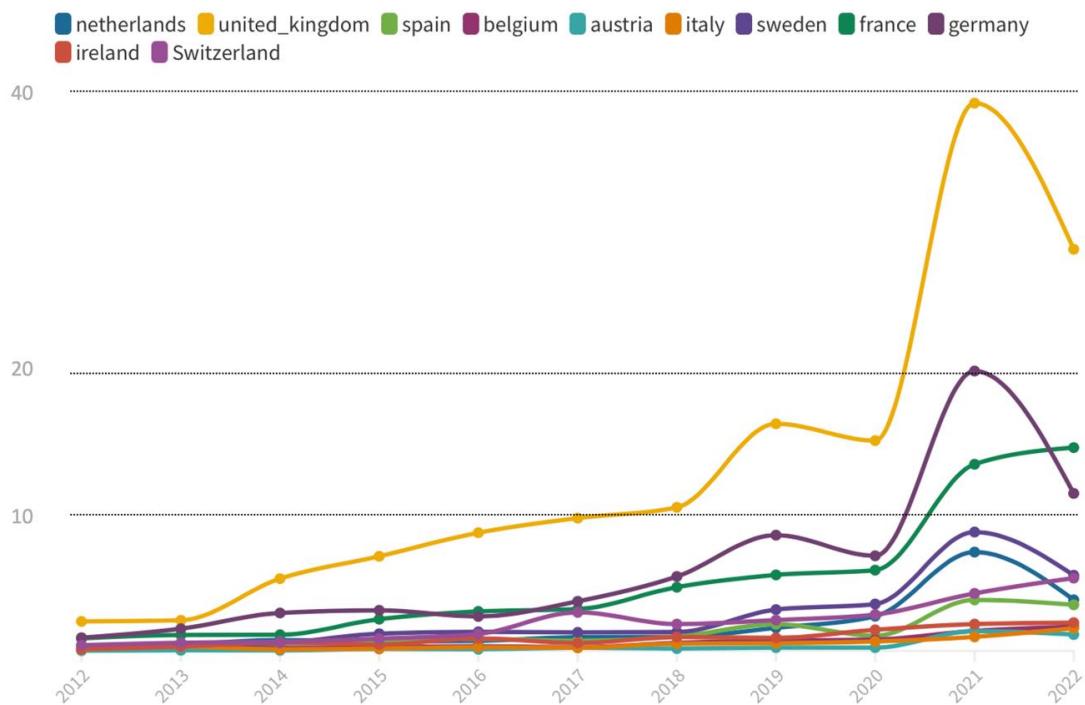


Figure 2. Montant total du financement des startups (milliard de dollars) par capital de risque dans les pays d'Europe.

Avec le ralentissement des levés de fonds à partir de 2022 et la récente faillite de la Silicon Valley Bank (mars 2023), un nouveau chapitre s'ouvre pour les start-ups internationales. Un certain scepticisme s'est répandu au niveau international. Pour que la situation actuelle ne remette pas en cause les grands progrès réalisés par la France au cours de la dernière décennie, il est essentiel de mettre en place une série de politiques publiques impliquant les start-ups et capables non seulement d'atténuer les effets de la crise actuelle du secteur, mais aussi de maintenir le rythme de croissance de ces dernières années au niveau national.

## INDIVIDUE (ENTREPRISES)

- Motivations

Selon un article de TV5 Monde, cette tendance d'expatriation s'explique notamment par le manque d'opportunités en France, le faible soutien de l'Etat et la lourdeur des charges sociales et fiscales. D'autres articles mettent également en avant le manque de financements pour les start-ups en France, ce qui peut rendre l'expatriation plus attrayante pour les entrepreneurs qui cherchent à lever des fonds.

Selon un rapport de Forbes France, les États-Unis sont considérés comme la terre promise pour les entrepreneurs français. De nombreux jeunes entrepreneurs français sont attirés par les opportunités de financement et les marchés plus vastes offerts par le pays. Les États-Unis sont également perçus comme un pays offrant un environnement propice à l'innovation, à la créativité et à l'entrepreneuriat. Les avantages fiscaux et la disponibilité de talents hautement qualifiés font également des États-Unis une destination de choix pour les entrepreneurs français.

Selon un article de Welcome to the Jungle, près de 3 millions de Français vivent à l'étranger, dont une grande partie de jeunes diplômés. Les raisons de cette expatriation sont souvent liées à la recherche d'opportunités professionnelles et à la quête de nouvelles expériences. L'expatriation peut également offrir de nombreux avantages aux entrepreneurs français. L'article souligne ainsi que l'expatriation peut être une occasion pour les jeunes entrepreneurs français de développer leurs compétences linguistiques et interculturelles.

Nous pouvons ainsi citer et résumé ces différents enjeux sous les catégories suivantes :

### 1. Les opportunités de marché

L'expatriation des Français peut être motivée par la recherche d'opportunités de marché dans un pays étranger. En effet, certains pays offrent des marchés plus

dynamiques et plus porteurs que la France, ce qui peut encourager les entrepreneurs à s'installer à l'étranger pour développer leur activité. Cela peut également leur permettre de toucher un public plus large et diversifié, avec des besoins et des attentes différentes de ceux du marché français.

## **2. La concurrence**

L'expatriation peut également être motivée par la concurrence croissante sur le marché français. En effet, les jeunes entrepreneurs peuvent trouver plus difficile de se faire une place sur le marché français face à des concurrents déjà bien établis, alors qu'ils peuvent trouver plus facilement leur place dans un marché moins saturé à l'étranger.

## **3. Les avantages fiscaux**

Un autre facteur qui peut inciter les Français à s'expatrier est la recherche d'avantages fiscaux. Certains pays étrangers offrent des régimes fiscaux plus avantageux que la France, avec des taux d'imposition plus faibles ou des incitations fiscales spécifiques pour les entrepreneurs. Cela peut représenter un avantage financier important pour les jeunes entrepreneurs qui cherchent à maximiser leur rentabilité.

## **4. Le soutien à l'entrepreneuriat**

Les jeunes entrepreneurs français peuvent également être attirés par des pays offrant un soutien plus important à l'entrepreneuriat. Certains pays ont mis en place des politiques publiques spécifiques pour encourager la création d'entreprise et soutenir les entrepreneurs, avec des programmes d'aide financière, des incubateurs d'entreprises et des réseaux d'entrepreneurs locaux. Cette infrastructure peut être un atout pour les entrepreneurs qui cherchent à développer leur entreprise à l'étranger.

## **5. La diversité culturelle**

L'expatriation peut être motivée par la recherche d'une expérience culturelle différente et enrichissante. Travailler à l'étranger peut offrir des opportunités de rencontres et de collaboration avec des personnes de cultures différentes, ce qui peut être une source d'inspiration pour les entrepreneurs en termes d'innovation et de développement de produits et services adaptés à des publics variés.

## **6. Le manque de financement**

L'une des principales raisons pour lesquelles les jeunes entrepreneurs français quittent la France pour lancer leur entreprise à l'étranger est le manque de financement. Les entrepreneurs français ont souvent du mal à trouver des investisseurs en France, surtout s'ils cherchent à lever des fonds pour une entreprise dans un secteur non traditionnel ou innovant. En revanche, dans des pays comme les États-Unis, les

entrepreneurs ont accès à un plus grand nombre d'investisseurs, ce qui facilite le financement des startups.

## **7. Le manque de soutien gouvernemental**

Le manque de soutien gouvernemental est un autre facteur qui pousse les entrepreneurs français à lancer leur entreprise à l'étranger. Ils ont souvent du mal à obtenir des subventions ou des prêts auprès des autorités françaises, ce qui peut freiner leur croissance. En revanche, dans des pays comme les États-Unis, les entrepreneurs ont accès à des programmes de subventions et de prêts gouvernementaux, ce qui peut aider à financer leur entreprise.

## **8. Les difficultés administratives et fiscales**

Les français qui cherchent à lancer leur entreprise en France sont confrontés à des difficultés administratives et fiscales importantes. La bureaucratie française peut rendre la création d'une entreprise longue et fastidieuse, avec de nombreux formulaires et procédures à suivre. En outre, le système fiscal français peut être décourageant pour les entrepreneurs, avec des taux d'imposition élevés sur les bénéfices des entreprises. À l'étranger, les jeunes entrepreneurs français peuvent bénéficier d'une fiscalité plus favorable et de procédures administratives plus simples.

## **9. Le désir d'explorer de nouveaux marchés**

Le désir d'explorer de nouveaux marchés est une autre raison pour laquelle les entrepreneurs français quittent la France pour lancer leur entreprise à l'étranger. Il existe des secteurs d'activité qui sont plus développés dans d'autres pays, ce qui peut offrir des opportunités de croissance intéressantes pour les entrepreneurs français. Par exemple, les États-Unis, qui offrent un marché plus grand et plus diversifié que la France.

## **10. La culture entrepreneuriale différente**

Enfin, la culture entrepreneuriale différente est une raison pour laquelle les jeunes entrepreneurs français quittent la France pour lancer leur entreprise à l'étranger. Dans de nombreux pays, la culture entrepreneuriale est plus forte qu'en France.

### **• Défis**

L'expatriation peut être un défi pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les entrepreneurs français peuvent rencontrer des difficultés à s'adapter à une nouvelle culture et à une nouvelle langue. De plus, les entrepreneurs français peuvent être confrontés à des

défis administratifs, fiscaux et juridiques dans les pays étrangers. Les entrepreneurs français doivent également tenir compte des différences culturelles en matière de communication et de comportement commercial.

Enfin, l'expatriation peut également affecter les relations personnelles et familiales des entrepreneurs français. La distance et les différences de fuseaux horaires peuvent rendre difficile la communication avec les proches et la gestion de la vie familiale.

## Préconisations et futurs scénarios

### PRÉCONISATIONS

D'une part, certains estiment que cette expatriation est bénéfique pour les entrepreneurs en termes de perspectives de marché et de développement de leur entreprise. Par exemple, selon un [article de Forbes France](#), les États-Unis sont une option idéale pour les entrepreneurs français en raison de leur marché dynamique et de l'existence d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat.

D'autre part, certaines préconisations sont liées à la situation économique de la France. Par exemple, [l'article de TV5Monde](#) souligne que de nombreux jeunes talents français s'expatrient en raison de la faible croissance économique et des difficultés d'insertion professionnelle en France. Dans ce contexte, certains plaident pour une amélioration de l'environnement économique en France afin de retenir ces talents.

Il est important de prendre en compte ces différents scénarios positifs et négatifs pour l'expatriation des entrepreneurs français. Bien que cette expatriation puisse offrir des opportunités intéressantes pour les entrepreneurs, elle peut également entraîner des conséquences néfastes pour l'économie et le développement de la France. Il est donc important de mettre en place des politiques qui encouragent l'entrepreneuriat en France tout en offrant des perspectives d'expansion internationale pour les jeunes entrepreneurs.

Il est nécessaire de créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat en France, avec une culture de l'innovation, un système de financement dynamique et une simplification des procédures administratives. Il est également important de valoriser les parcours entrepreneuriaux et de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des jeunes diplômés.

Nous pouvons donc citer certaines préconisations générales conseillées dans plusieurs articles :

La création d'entreprises est l'un des moyens les plus efficaces de retenir les talents locaux en France. Les gouvernements peuvent offrir des incitations financières pour

encourager la création d'entreprises innovantes, ainsi que des programmes de mentorat et de soutien pour aider les entrepreneurs à développer leur entreprise. Les universités et les écoles de commerce peuvent également offrir des programmes d'entrepreneuriat pour aider les étudiants à développer leurs compétences en affaires.

La recherche scientifique et l'innovation sont des secteurs clés pour attirer et retenir les talents. Les gouvernements peuvent investir dans des programmes de recherche et d'innovation pour encourager la collaboration entre les universités et les entreprises. Les subventions de recherche et les investissements publics dans les technologies de pointe peuvent également aider à créer des emplois de haute qualité pour les talents locaux.

**Renforcer les liens entre les universités et les entreprises** : Les universités et les entreprises peuvent collaborer pour offrir des stages, des projets de recherche et des programmes de formation en entreprise aux étudiants. Cela peut aider à créer des opportunités pour les jeunes talents de travailler avec des entreprises locales et de développer des compétences utiles pour leur future carrière.

**Offrir des incitations fiscales et financières** : Les gouvernements peuvent offrir des incitations financières et fiscales pour les entreprises qui embauchent des talents locaux, comme des subventions pour la formation, des allégements fiscaux et des avantages sociaux. Les incitations fiscales pour les investisseurs étrangers qui investissent dans des entreprises locales peuvent également aider à attirer des talents de l'étranger.

**Faciliter les démarches administratives** : Les gouvernements peuvent simplifier les démarches administratives pour les talents étrangers qui souhaitent travailler en France. Cela peut inclure des processus de visa plus rapides et plus accessibles, ainsi que des permis de travail plus faciles à obtenir.

**Promouvoir la culture et les avantages de la France** : La France dispose d'une richesse culturelle et d'un cadre de vie attractif pour de nombreux talents. Les gouvernements peuvent promouvoir la culture française et les avantages de vivre et de travailler en France pour attirer et retenir les talents locaux et internationaux, chose qui poussera les Français à être plus impliqués dans le national, puisqu'il leur permettra aussi de faire la connaissance de personnes avec de différentes expériences dans l'international mais souhaitant se faire une place en France.

**Encourager la mobilité internationale** : La mobilité internationale peut être une expérience enrichissante pour les talents locaux, leur permettant de développer leurs compétences professionnelles et leur réseau international. Les gouvernements peuvent encourager les programmes de mobilité internationale pour les étudiants et les professionnels, ainsi que les partenariats avec des entreprises étrangères pour offrir des opportunités de travail à l'étranger aux talents locaux.

En mettant en place ces préconisations, la France pourrait réduire la fuite des cerveaux et retenir les talents locaux. Cependant, il est important de souligner que la mise en œuvre de ces mesures nécessite une approche globale et une coopération entre les acteurs gouvernementaux, les entreprises et les universités.

## FUTURS SCÉNARIOS

On présente ci-dessous deux scénarios différents (positif et négatif) qui tiennent compte de l'évolution des politiques publiques visant à favoriser l'écosystème français des start-ups au cours des prochaines années.

- Optimiste

Étant donné que seule une poignée de scaleups françaises de premier plan ont annoncé des licenciements importants ces derniers mois, on croit que le coup économique ne tombera pas aussi fort sur les startups françaises qu'il l'a fait ailleurs. Les sociétés de capital-risque françaises ont levé 4,3 milliards d'euros en 2022, soit un peu moins que les 4,4 milliards d'euros levés en 2021, ce qui signifie qu'elles ont encore beaucoup de poudre sèche à investir.

L'élément le plus important de cet atterrissage en douceur est peut-être le rôle massif que la banque publique Bpifrance continue de jouer dans l'économie des startups françaises.

Bpifrance supervise des actifs d'investissement de 44,5 milliards d'euros qu'elle investit directement dans des startups par une série de fonds propres, tout en investissant également dans des sociétés de capital-risque par le biais d'un fonds de fonds de 13,5 milliards d'euros. Bpifrance a participé directement à 107 tours de financement, soit environ 16 % du total des opérations en France et environ 25 % de l'ensemble des fonds levés en 2022.

La directrice de La French Tech, Clara Chappaz, a également souligné que les entrepreneurs français ont encore beaucoup d'argent en banque grâce à ces grands tours de financement, dit-elle; ils ont suffisamment de marge de manœuvre pour trouver le chemin de la rentabilité.

Dans ce scénario positif, on établit que le secteur français des startups est peu affecté par la crise mondiale et maintient donc sa dynamique de croissance. Ainsi, l'action publique menée par le gouvernement français se concentre sur la poursuite de la stratégie de collaboration étroite avec les startups, la poursuite des investissements dans le développement de nouvelles technologies durables, le soutien au secteur numérique et le financement des universités et des centres de recherche.

- Pessimiste

Dans ce second scénario, les effets du ralentissement du levé des fonds à partir de 2022 devraient avoir un effet domino au niveau international et donc affecter négativement l'environnement des start-ups françaises. Confronté à une forte baisse des investissements des entités privées, le gouvernement français devra faire un effort supplémentaire pour maintenir la dynamique de croissance du secteur français des start-ups. Une augmentation substantielle du financement des start-ups par le gouvernement français est donc prévue, avec une cinquième phase du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA).

Malgré les efforts du gouvernement, si la situation économique reste négative, il est fort probable que le taux de croissance de l'écosystème français des start-ups ne sera pas maintenu. Par conséquent, les objectifs fixés par le plan France 2030 pourraient ne pas être atteints.

## Conclusion

Nous avons constaté lors de la création de cette note et à travers le travail de recherche, que malgré certaines différences évidentes entre la France et les US (pour l'exemple flagrant) qui sont intrinsèques aux pays, il existe plusieurs changements au niveau gouvernemental qui peuvent améliorer la position de la France dans le domaine de l'innovation, start-ups et entreprenariat dans le stade international. A savoir la mentalité fermée à la prise de risques, le manque de dynamisme dans l'innovation et la bureaucratie.

Nous pensons suite aux entretiens que la France devrait réduire la formalité des procédures, d'embauche ou code de travail, donner plus de chances aux jeunes, inculquer des projets entrepreneurials dans les stages de fin d'études, dévaloriser la vision par les grandes entreprises, investir dans des structures favorisant l'innovation et surtout alléger la bureaucratie générale qui promeut les conditions sociales et les remplacer par des valeurs de libre marché et dynamisme de start-ups. Elle devrait également encourager financièrement le retour des entrepreneurs en France à partir de l'étranger avec leurs entreprises créées afin de bénéficier de ces expatriations et cet enrichissement international.

Malheureusement, nous avons l'impression que le manque de confiance dans le système français par les jeunes entrepreneurs français ne peut pas complètement s'estomper, et les US, par exemple, restera – comme pour beaucoup d'autres pays, la destination no.1 pour l'entreprenariat.

## Bibliographie

- <https://www.cairn.info/revue-geoéconomie-2015-3-page-35.htm?contenu=article> (BIB 1)
- <https://www.forbes.fr/entrepreneurs/les-etats-unis-terre-promise-pour-les-entrepreneurs-français/> (BIB 2)
- <https://www.bpfrance.fr/nos-actualités/ces-jeunes-entrepreneurs-français-qui-reussissent-aux-etats-unis> (BIB 3)
- <https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/expatriation-talents-france> (BIB 4)
- <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/prospective/expatriation-françaisquelle-realite> (BIB 5)
- <https://information.tv5monde.com/info/agir-aujourd-hui-pour-eviter-une-expatriation-massive-des-talents-français-107870> (BIB 6)
- <https://expatriation-maurice.com/les-avantages-pour-les-entrepreneurs-français-expatriés-a-lîle-maurice-en-termes-de-diversité-culturelle/> (BIB 7)
- <https://www.femmexpat.com/vie-pro/entrepreneurs-français-a-letranger-premier-dispositif/> (BIB 8)
- <https://business.lesechos.fr/entrepreneurs/communaute/0610129279226-expatriation-entrepreneurs-français-a-létranger-les-oubliés-de-la-crise-341505.php> (BIB 9)
- <https://fr.berlin-translate.de/pourquoi-les-français-préfèrent-travailler-a-letranger/> (BIB 10)
- <https://www.lesechos.fr/idees-debats/leadership-management/les-jeunes-diplomes-sexpatrient-sur-le-long-terme-1247078> (BIB 11)
- <https://frenchradar.com/expatriation-jeunes-diplomes-français/> (BIB 12)
- <https://www.europusa.com/vivre-aux-etats-unis/travailler-aux-etats-unis/creer-son-entreprise-aux-etats-unis/les-reseaux-des-entrepreneurs-français-aux-etats-unis/> (BIB 13)
- <https://fr.textmaster.com/blog/entrepreneurs-français-etats-unis/> (BIB 14)
- Englebert, P. (2021). Chapitre V. Les politiques publiques de soutien aux startups. Dans: Philippe Englebert éd., Les startups en France (pp. 98-121). Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. (BIB 15)
- <https://www.gouvernement.fr/le-programme-d-investissements-d-avenir> (BIB 16)

- <https://www.gouvernement.fr/france-2030-le-gouvernement-presente-sa-strategie-de-soutien-public-aux-start-ups-industrielles-et> (BIB 17)
- <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/france-2030-le-gouvernement-investit-500-millions-d-euros-supplémentaires-pour-faire-emerger-88843> (BIB 18)
- <https://lafrenchtech.com/fr/> (BIB 19)

## Annexes

### ENTRETIEN 1 - GÉRALDINE LEVEAU

**Secrétaire générale adjointe pour l'investissement chargée de France 2030 - Secrétariat général pour l'investissement.**

*À quel moment la transformation de la France en une nation leader dans le domaine des start-ups commence-t-elle?*

En 2010, par suite de la crise économique de 2008, le gouvernement lance le Programme d'Investissements d'Avenir, ce qui est désormais France 2030 pour préparer l'avenir et faire des investissements massifs dans l'innovation. Une des intuitions à l'époque était de soutenir la création de fonds d'investissement, soit indirect où c'est l'Etat qui prend des participations via Oséo, l'ancêtre de la Banque Publique d'Investissement, soit en investissant dans des fonds d'investissement qui vont eux-mêmes investir dans des startups et donc l'Etat mais à l'époque 4 milliards d'euros pour structurer l'écosystème du capital risque français. Cette décision est majeure pour la suite et pour le développement d'un écosystème de startups en France. C'est d'abord et avant tout une volonté de l'Etat, en 2010, de structurer les écosystèmes de start up et d'innovation.

*Comment l'État a-t-il réagi à la crise économique déclenchée par la pandémie de Covid-19 et quelles mesures ont été mises en œuvre pour éviter de ralentir la dynamique de croissance de l'écosystème français des startups?*

On a fait deux choses à très court terme, qui ont plutôt bien marché. On a fait très vite le prêt garanti par l'État, pour les start-ups qui remplissaient un certain nombre de critères de jeunes entreprises innovantes. On a fait des prêts garantis par l'Etat et quand l'entreprise était innovante, il était majoré, elle ouvrait et donc elle pouvait emprunter plus d'argent avec des périodes de remboursement. Ça, on l'a mis en place dès avril 2020. Par ailleurs, dès avril 2020, on a aussi été on a mis en place un système de bridge, on a lancé French Tech Bridge où on a utilisé un fonds d'investissement, qui s'appelait French Tech Seed, pour lequel on a aidé les entreprises. On a investi en obligations convertibles avec lesquelles on a financé des entreprises qui étaient en cours de levée

de fonds et notamment avec des fonds étrangers, mais dont les levées étaient suspendues du fait de la crise. On a fait un certain nombre d'investissements via French Tech Bridge et donc on a permis aux start-ups de tenir le choc jusqu'à la levée de fonds finale. Alors certaines ne s'en sont pas relevées. Mais globalement, ça a permis à la majorité de tenir.

*Lorsque le gouvernement français, par le biais de ses différents programmes, accorde des financements aux startups, pensez-vous qu'en général, les startups gèrent et utilisent bien les fonds accordés?*

Ça dépend vraiment des équipes. Le chercheur qui crée sa boîte tout seul, ça ne marche pas, ça ne marche plus. Et évidemment, il faut qu'il y ait quelqu'un qui savent faire du business avec lui et manager une boîte. Et donc, ce qui a changé, c'est que maintenant, les investisseurs se sont aussi professionnalisés.

*Malgré toutes les mesures prises par le gouvernement français pour faciliter le développement des startups, pensez-vous que les entrepreneurs rencontrent encore des difficultés résiduelles pour créer leur entreprise en France?*

Ça dépend du secteur. Si on prend la santé, et c'est d'ailleurs pour ça qu'on a créé l'Agence d'Innovation en Santé, il reste encore des freins de temps d'accès au marché pour les biotechs et compagnie et donc les entreprises ont tendance à faire leur demande à aller aux États-Unis avant de demander à l'Agence de Sécurité du Médicament en France parce que ça prend plus de temps, parce qu'on est peut être un peu plus risque élevé, mais sur d'autres secteurs ça n'arrive pas. On est les champions de l'attractivité des investisseurs et des talents puisque on a aussi mis en place des visas facilité pour les entrepreneurs. On a un niveau de formation de nos ingénieurs qui est formidable. On a un niveau d'infrastructures, que ce soit de transport, de recherche à faire dans les grands centres métropolitains, notamment la concentration des talents dans les autres pays et aussi dans les grandes aires métropolitaines. Globalement, c'est très bon.

*Comment pensez-vous que le secteur évoluera en 2023 à la lumière de la réduction du financement déjà observée au second semestre 2022?*

2023 il risque d'y avoir des retournements. Il est possible que les valorisations diminuent et donc on risque d'avoir quelques mauvaises surprises. Il est possible que dans six mois, il y a des entreprises qui ont mis la clé sous la porte. Demain, ce sera plus le cas d'emprunter à taux négatif comme en 2022 et donc ça redonne encore plus importante à l'argent la puissance publique puisque quand les capitaux privés se font rares, je trouve que oui, on prend le relais, mais on ne peut pas financer 100 % des projets. Donc il faudra quand même trouver de l'argent privé et ça va être plus difficile. Donc là-dessus, on va accompagner les projets au grand pas vraiment, on les aide à lever de l'argent privé,

donc on est aussi armé et staffé pour aller faire des démarches. Il est possible que ça s'écoule, mais on a mis en place un écosystème car il y a aussi plein de structures d'accompagnement derrière des compagnies où globalement, il y a peu d'entreprises, en tout cas de jeunes entreprises innovantes en France qui sont toutes seules dans leur coin et qui ne sont pas dans une dynamique collective qui fait aussi qu'ils seront aidés si jamais ça ne va pas aussi, c'est très clair.

## ENTRETIEN 2 - DAVID FOULT

Diplômé de l'ESSEC et titulaire du master d'administration publique de Columbia University de 2012 à 2014, David Foul fonde en 2012 à New York Try The World, une plateforme multicanale connectant consommateurs américains et producteurs agroalimentaires internationaux, seulement 3 mois après son début des cours du master, qu'il vend ensuite à une boîte californienne après 5ans et demi de sa création.

En 2017, il se lance dans un nouveau défi et crée une société de conseil accompagnant les entreprises dans leur transformation digitale et la mise en œuvre de leurs nouveaux modèles économiques.

David est Partner au sein de la communauté StratOp depuis 2018, où il est spécialisé sur le sujet de stratégie et nouveau business model.

Dans un entretien téléphonique que nous avons pris le temps d'organiser avec David, ce dernier nous a expliqué que son optique n'était pas forcément de quitter la France de manière définitive. Il s'agissait d'abord de faire son master, puis les choses se sont déroulées de manière spontanée au vu de l'intérêt de notre interlocuteur pour le monde de l'innovation et de la start-up.

*Question : Y'a-t-il des problèmes fondamentaux dans la politique publique en France qui cause le départ de certains français avec de bonnes qualités, phénomène autrement nommé comme 'l'exode des cerveaux' ?*

La France est actuellement en développement, en citant comme exemple BPI France, qui finance et accompagne les entreprises – à chaque étape de leur développement – en crédit, en garantie, en aide à l'innovation et en fonds propres. Il s'agit d'une Banque de financement qui est assez efficace et active pour soutenir l'écosystème des innovations et des startups.

Aux états unis, ce qui est intéressant est des aspects non liés aux politiques publiques : la taille du marché et la culture.

Pour répliquer la taille du marché américain il faut fournir un effort multiple en Europe pour arriver à l'unification que possède les USA (problèmes d'unification au sein de l'UE qui implique une certaine difficulté d'atteindre un nombre de consommateurs comparable à celui aux États-Unis où les dépenses sont plus faciles et plus rapides).

Un point à ne pas oublier est aussi relatif aux difficultés au niveau du licenciement en France, ce qui rend bien plus strict les conditions d'embauches au vu du code du travail. C'est donc un aspect qui défavorise l'accroissement de la start-up, où le besoin d'embaucher différentes personnes afin de trouver la bonne équipe est essentiel, chose bien plus facilitée et rapide aux USA.

*Question : Est-il possible d'apporter des changements qui aideront la favorisation du développement de startup en France et qui encourageront les cerveaux à entreprendre sans quitter le pays ?*

Il est toujours possible de trouver une manière d'éviter cette 'fuite' vers l'étranger. Il est possible de citer 3 grandes lignes de manière vague et qui peut être développée une à une :

- Poursuivre les efforts d'assouplissement du marché de travail, chose que Macron a déjà entrepris et a commencé à développer,
- Renforcer le financement, amplifier les banques tel que BPI,
- Encourager les étudiants au collège et au lycée à entreprendre des projets qui initient vers le développement de l'esprit entrepreneurial, de responsabilité... chose très formatrice pour la jeunesse.